

Stabilisation concernant le grain de l'Ouest—Loi

Nous avons eu recours à un certain nombre de programmes fédéraux pour stabiliser les produits agricoles. Quelconque est tant soit peu au courant de l'évolution de l'agriculture conviendra que l'un de ses plus beaux moments a été la stabilisation des produits laitiers, même si elle ne fut pas réalisée sans difficulté. Certains petits producteurs de lait ont dû quitter les affaires. La production de crème a été abandonnée dans de nombreuses régions. Mais, dans l'ensemble, la production laitière a été stabilisée et les prix, maintenus relativement à leur niveau.

Si cette industrie n'avait pas été réglementée, si, au moment donné, il n'avait pas existé une volonté de consacrer à ce programme les sommes nécessaires, nous aurions eu un surcroît de production avec deux conséquences possibles: les prix auraient baissé ou le gouvernement aurait acheté le surplus avec les deniers publics, comme cela s'est toujours fait par le passé. Nous n'avons pas eu à recourir à cette méthode parce que nous avons eu assez de bon sens pour fixer les meilleurs prix possibles. Tout le mérite en revient au gouvernement qui a pris cette mesure pour l'ensemble du pays, bien qu'elle ne soit pas facile à accepter. Mais tous ceux qui ont des intérêts dans l'industrie laitière conviendront que seule la collaboration de tous les agriculteurs au programme a permis son succès.

En Ontario, j'en suis certain, la plupart des agriculteurs conviendront que les prix du lait industriel ont été augmentés et fixés à un niveau intéressant qui a permis le maintien de l'industrie du lait nature. En fait, le programme a renforcé cette industrie en lui ouvrant d'importantes sources d'approvisionnement. En même temps, il a permis à l'industrie de fournir de bons produits au consommateur à des prix raisonnables.

Le succès du bill de stabilisation exige la collaboration de tous les producteurs des produits visés. C'est la condition indispensable au bon fonctionnement du programme. Je suis surpris d'entendre les députés, particulièrement les ministériels affirmer que le programme n'est pas tellement bon, qu'il laisse place à une certaine souplesse et à certaines modifications et qu'il subira des changements sous peu. A mon avis, il nous faut, dès le début, obtenir la plus grande collaboration des agriculteurs.

● (2120)

Il ne faut pas s'adresser exclusivement aux brillants sujets des services ministériels. Leurs projets sont peut-être excellents sur le papier, mais tout à fait dépourvus de réalisme en ce qui concerne les producteurs. Si moi, je trouve la chose compliquée, ce sera sûrement tout à fait simple pour les spécialistes qui savent utiliser la règle à calcul ou le calculateur. Mais l'important, c'est que les producteurs sachent faire les calculs, pour pouvoir décider s'ils sont satisfaits ou pas. A ma connaissance, ils n'ont pas été consultés. La dernière consultation a eu lieu en 1971, et à l'époque, ils étaient tout à fait contre, même avec cette carotte de 100 millions de dollars. On leur a envoyé des chèques fictifs pour leur faire savoir combien ils toucheraient. Et pourtant, ils ont dit non.

Nous aurions tort de nous prononcer sur la question de la stabilisation de l'agriculture sur le plan céréalier avant de connaître pleinement le point de vue de la classe agri-

[M. Peters.]

cole. Il y a longtemps que nous n'avons pas eu de grande conférence agricole. La dernière a eu lieu il y a dix ans, je pense. A cette époque, les agriculteurs sont venus nous présenter plusieurs propositions, que le gouvernement cherche depuis lors à appliquer, même si beaucoup sont maintenant dépassées.

Si nous ne procédons pas à une consultation de ce genre auprès des agriculteurs directement concernés, notre plan de stabilisation ne donnera pas satisfaction. Pourtant, c'est là ce que nous désirons tous. Si l'on fait le tour des divers ministères, on y verra des tas d'intelligents jeunes hommes de 22 ou 25 ans qui sortent de l'université. Et il y en a beaucoup dans la Fonction publique. Ils sont très forts dans leur branche, mais leur grand handicap, c'est qu'ils manquent d'expérience. Il ne faut pas leur en tenir rigueur, parce que cela viendra avec le temps.

La plupart des députés ont une certaine expérience et devraient être en mesure d'adopter un programme qui soit le meilleur possible. C'est cela que nous cherchons, le plan optimum de stabilisation des revenus agricoles. Nous allons bientôt manquer de fermiers. On a dit que l'âge moyen des agriculteurs est bien supérieur à 50 ans.

Récemment, j'ai eu connaissance d'un cas affligeant. Il s'agissait d'une ferme qui avait été créée lorsque le pays a été colonisé. Le fils du premier fermier, maintenant avancé en âge, l'a exploitée pendant longtemps. Il a deux fils. L'exploitation est excellente. Elle est munie de tout ce qu'il faut: bétail, matériel agricole, etc. L'agriculteur a toutefois vendu la ferme parce que ses deux fils après y avoir jeté un coup d'œil ont déclaré qu'ils pouvaient gagner plus d'argent en travaillant dans un atelier ou n'importe où sauf à la ferme. Ils ont dit qu'ils auraient congé tous les samedis et dimanches et un certain nombre de jours de congés payés. Ils pouvaient ainsi prendre quelques jours de congé sans en souffrir trop financièrement et sans que les vaches en souffrent. Ainsi, les jeunes ne se lancent pas en agriculture.

La ferme en question a été vendue à un acheteur de Toronto qui a l'intention de la garder uniquement à des fins spéculatives. Il a offert de la louer à un autre agriculteur pour un ou deux ans parce qu'il n'a pas l'intention de la vendre d'ici là. Il a aussi acheté huit ou dix autres fermes.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. J'ai écouté le député très attentivement et je ne vois pas le rapport entre ses propos et le bill C-41. Le député accepterait peut-être de commencer maintenant à parler du bill C-41.

M. Peters: Madame l'Orateur, je suis scandalisé que vous ne soyez pas davantage au courant du sujet.

Des voix: Quelle honte!

M. Peters: Nous ne discutons pas vraiment du bill. Nous discutons d'un amendement visant à renvoyer le problème de la stabilisation du revenu agricole au comité sans le bill afin qu'on puisse discuter du sujet et entendre des témoignages de façon à décider si le bill est approprié. Je signalais qu'il est certainement nécessaire de stabiliser le revenu agricole parce que les revenus dans le domaine de l'agriculture sont actuellement très bas, ce qui fait que très peu de jeunes se lancent en agriculture.